

LE SNAPAP INTERPELLE SELLAL ET MENACE

Grève multisectorielle
des fonctionnaires en février

Retour à la contestation dans la Fonction publique. Le Syndicat national autonome des personnels de l'administration publique, Snapap, appelle les fonctionnaires de 36 secteurs à débrayer les 18, 19 et 20 février prochain. Le syndicat menace de paralyser l'ensemble des administrations si sa plateforme de revendications n'est pas satisfaite.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Après avoir été à l'origine de plusieurs grèves sectorielles, le Snapap change de stratégie en ne s'adressant plus aux ministères dont dépendent les fonctionnaires mais au Premier ministre.

Lassé de recevoir les mêmes réponses des différents ministres sollicités et suite à plus de 14 rencontres avec les représentants de ces derniers en 2012, le Snapap saisit le Premier ministre et menace : si aucune réponse favorable n'est donnée, le recours à la grève sera inévitable. Le conseil national du syndicat autonome a validé une plateforme de revendications comprenant onze points avec à leur tête la réhabilitation des corps

communs qui, aux dires de Lemili Layachi, chargé de l'organique du Snapap, est le plus défavorisé. Le Snapap considère en effet que les chauffeurs, les agents administratifs et les gardiens, pour ne citer que ceux-là, sont lésés au mépris de la loi qui évoque une égalité entre les fonctionnaires.

Pour mettre fin à cette situation, le syndicat appelle à la révision du décret exécutif relatif au statut particulier des fonctionnaires appartenant aux corps communs et celui relatif au statut particulier des travailleurs professionnels, chauffeurs et gardiens ainsi que le régime indemnitaire les concernant.

Le Snapap revendique également la révision du statut particu-



Photo : Samir Sid

Lassé le Snapap change de stratégie.

lier des agents de sécurité. Il appelle également à la titularisation des contractuels qui sont, selon Lemili Layachi, au nombre de 300 000, et à la proposition

d'emplois durables aux 600 000 employés dans le cadre du pré-emploi. Le syndicaliste estime que cette proposition est réalisable au regard des statistiques qui font

part du départ à la retraite de 20% des fonctionnaires dans les cinq années à venir. Le syndicat exige, d'autre part, le relèvement de la prime de rentabilité, la promotion de manière automatique des employés ayant dix années d'expérience, le classement des titulaires de DEUA à la onzième catégorie au lieu de la dixième actuellement. Il insiste également sur la nécessité d'abroger l'article 87 bis qui freine toute réelle augmentation de salaires. Le syndicat propose la révision à la hausse de la durée du congé de maternité et des heures d'allaitement et la révision du calcul de la retraite. Le Snapap préconise de calculer les pensions sur la base du salaire des trois dernières années et non pas cinq comme c'est le cas actuellement et de procéder à la promotion des personnes en fin de carrière juste avant leur départ afin de leur garantir de meilleures pensions de retraite.

N. I.

LE SYNDICAT AUTONOME
DU MAE PASSE À L'ACTIONGrève à partir du 10 février
aux Affaires étrangères

Après des négociations qui se sont avérées infructueuses avec la tutelle, le Syndicat autonome des personnels du ministère des Affaires étrangères (SAPAE), opte pour une grève de trois jours renouvelable, à compter du 10 février prochain.

Le Syndicat autonome des personnels du ministère des Affaires étrangères a rendu hier public, un préavis de grève qu'il a adressé au ministre de tutelle, Mourad Medelci.

Le SAPAE souligne dans le communiqué que cette décision vient après plusieurs tentatives de négociation auxquelles l'administration est restée indifférente. C'est ainsi que le syndicat considère que «le comportement de la tutelle ne laisse plus aucun autre choix», mis à part le recours à une action de débrayage qui prendra effet à compter du 10 février prochain, pour une durée de trois jours renouvelable.

Pour rappel, le SAPAE revendique, entre autres, la titularisation des agents contractuels estimés à plus de 200, la révision du statut particulier du corps diplomatique et consulaire, son association à l'élaboration du plan de carrière, la mise à la retraite des agents ayant de loin dépassé l'âge légal et la désignation de cadres pour occuper les postes actuellement vacants.

M. M.

INGESTION DE PRODUITS TOXIQUES

La prévention est primordiale»,
selon le professeur Benaïbouche

L'ingestion de produits toxiques représente un problème de santé publique, selon le professeur Benaïbouche, chef de service chirurgie générale au CHU de Bab-Ei-Oued.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Intervenant hier dans le cadre du forum du quotidien *DK News*, le professeur Benaïbouche a expliqué que l'ingestion de produits toxiques est une véritable menace pour la santé publique au vu des conséquences graves sur les victimes. «Il s'agit de conséquences dramatiques sur les plans vital, fonctionnel et psychologique.

Les victimes ne peuvent s'alimenter par voie orale et leur pronostic vital est mis en jeu», a déclaré le spécialiste notant qu'en plus des problèmes psychologiques qui en découlent, s'ajoutent les effets liés à l'ingestion de ces produits. «Ils sont dans l'impossibilité de s'alimenter par la bouche, nous devons dès lors introduire

un tuyau chirurgicalement» explique l'intervenant. Ainsi, si l'ingestion de produits toxiques est très fréquente chez l'adulte, chez l'enfant elle est accidentelle.

Cette ingestion intéresse l'adulte jeune et plus spécialement les femmes, annonce le professeur Benaïbouche. Ainsi en 2009, la prise de produits toxiques a représenté 24% de l'accueil en général au niveau de l'hôpital, alors que la grande majorité, soit 80% des personnes concernées, sont des jeunes issus de milieu rural très défavorisé. Il s'agit de produits caustiques ou toxiques pris accidentellement ou dans des cas de tentatives de suicide. Si les substances toxiques passent dans le sang, les produits caustiques causent des lésions graves à l'œsophage et à l'estomac, notamment.

Pour ce qui est des produits ingérés, il s'agit d'acides forts, dont les bases fortes et fluides, les détartrants, les antirouille et acides de batteries, les décapants de fours, les déboucheurs de canalisations, les détergents pour lave-vaisselle et les

oxydants. «75% des patients présentent des lésions superficielles du tractus digestif qui guérissent sans séquelles», note le professeur qui ajoute que dans certains cas, l'acte opératoire est inévitable afin de remplacer l'œsophage brûlé.

Selon ce spécialiste, la conduite à tenir devant une ingestion de produits toxiques est codifiée et multidimensionnelle, ceci d'autant que le décès est retardé de 10% en cas d'application de gestes adéquats. «Il faut donc une prise en charge précoce de ces patients dès la brûlure», souligne le professeur. En vue d'éviter ces situations dramatiques, le même spécialiste préconise d'aller vers des actions de prévention, notamment pour ce qui est des cas de suicide. Concernant les accidents, il est recommandé de ne pas mettre des produits détergents ou toxiques dans des récipients alimentaires, de veiller à l'étiquetage et à une prise en charge psychiatrique pour les personnes fragiles psychologiquement.

F.-Z. B.

EN ATTENDANT LA FONDATION EPONYME

Lancement d'un site dédié à feu Mehri

Un site électronique totalement dédié à feu Abdelhamid Mehri a été officiellement lancé hier après-midi et ce, dans l'attente de la mise en route du projet de la fondation éponyme.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Un cérémonial sobre au Palais de la culture Moufdi-Zakaria à Alger, coïncidant avec le premier anniversaire du décès de l'ancien patron du FLN, du double membre du GPRA, de l'ex-ministre, ex-ambassadeur au cours duquel son fils a, une fois projeté un court film documentaire retraçant succinctement le parcours du défunt, réalisé par l'ENTV, annoncé le lancement officiel de ce site bilingue (arabe-français) qui se voulera comme le premier axe de travail de la famille et des amis de Mehri dans l'attente

de la concrétisation des deux autres. A savoir, dira-t-il, le projet de mise sur pied d'une fondation dédiée totalement à l'ancien ministre de la Communication, et de l'édition des mémoires en cours de réalisation.

L'hommage d'hier dont la présence officielle se limitait à celle des deux ministres, Tou et Ghlamallah, était caractérisé par des témoignages d'anciens collègues qui ont eu à travailler aux côtés ou sous la coupe du défunt.

Pour l'ancien ministre de l'Education, Ali Benmohamed, Mehri était un homme à principes et celui du rassemblement qui savait plus écouter avant, dira-t-il, d'asséner ses répliques assassines empreintes de perspicacité et de clairvoyance. Et de révéler que le défunt avait, contrairement aux autres acteurs du glorieux combat libé-

rateur du pays du joug colonial français, préféré opter pour l'enseignement dans un lycée de la capitale au moment où bien de ses camarades de combat se livraient une bataille féroce pour les postes de responsabilité. Il ne fera son retour au-devant de la scène comme secrétaire général du ministère de l'Education qu'en 1970 après le quitus du défunt président Boumediène, celui-ci conscient du «poids» de l'ancien ministre du GPRA.

Et à Mohamed Seghir Belalam de révéler que si la Fondation Mouloud Kacem Naït-Belkacem qu'il préside depuis la mort de Mehri, n'a pas été encore agréée malgré un activisme de 6 ans, c'est parce que son prédécesseur n'était autre que feu Mehri auquel les autorités actuelles tiennent rancœur pour ses positions. Notamment son opposition à l'interruption

du processus électoral de décembre 1991 ou encore son paraphe du tant controversé contrat de Rome.

Pour sa part, Djamel Benhamouda, une des figures les plus en vue du mouvement de redressement du FLN, fera preuve de sévérité extrême à l'égard de certains qui font de la mémoire de feu Mehri un simple registre de commerce. «Que ces gens se taisent, des gens qui n'ont même pas osé lire la lettre du défunt au septième congrès du FLN», dira-t-il, et ce, avant que l'ancien chef de cabinet de Mehri en tant que patron du FLN, affirme que le FLN a eu plus de voix en 1991 qu'il n'en a récolté en mai dernier, ce qui n'a pas empêché Mehri de s'opposer à l'interruption de ce processus électoral, jugeant qu'il s'agissait de sauver le pays du péril et pas le parti».

M. K.